

J'ai un gros panier de raisins verts que le Règlement m'empêche de distribuer personnellement à chaque député conservateur du gouvernement. Cependant, j'ai reçu des producteurs de l'industrie viticole de la péninsule de Niagara qui sont victimes de l'accord de libre-échange du gouvernement. Au nom du ciel, n'attendez pas les élections pour les aider financièrement, car ils ont faim, ils sont acculés à la faillite, ils perdent leur gagne-pain et ils éprouvent des difficultés conjugales à la suite de la retraite éhontée du gouvernement en ce qui a trait à l'accord commercial.

Le premier ministre (M. Mulroney) avait promis de les dédommager. Ils sont dans les tribunes aujourd'hui et ils veulent savoir quand on va les dédommager. Le gouvernement va-t-il continuer à se moquer d'eux?

\* \* \*

## LES PARTIES POLITIQUES

### LE PARTI LIBÉRAL—LES NOMINATIONS DANS DES CIRCONSCRIPTIONS RÉSERVÉES, AU QUÉBEC

**M. Dave Nickerson (Western Arctic):** Monsieur le Président, comparons la scandaleuse foire d'empoigne de Toronto à la façon combien plus élégante de choisir les candidats libéraux au Québec. Dans cette province, les huiles du parti réservent certaines places aux candidats de leur choix tandis que le tout-venant libéral est prié de se taire et d'attendre son tour. Le seul point commun entre les deux situations, c'est l'impuissance du chef de l'opposition (M. Turner) à y mettre bon ordre.

Il ne faudra pas s'étonner, dans ces conditions, de voir les électeurs du Québec et de Toronto voter en masse pour le Parti conservateur aux prochaines élections.

## QUESTIONS ORALES

[Traduction]

### L'EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE

#### LE PROJET DE CONSTRUIRE UNE ALUMINERIE AU MANITOBA

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Comme nous le savons tous maintenant, le week-end dernier, le premier ministre a rencontré son homologue du Québec et à la fin de la rencontre, il a fait une déclaration garantissant la participation financière du gouvernement fédéral à un projet d'aluminerie dans sa propre circonscription. Nous apprenons maintenant à la lecture d'une lettre écrite par le premier ministre du Manitoba au premier ministre que les deux intéressés ont également eu une rencontre il y a trois semaines et qu'il a été question d'une aluminerie à ce moment-là, mais que par contre, le premier ministre du Manitoba n'a obtenu aucune garantie, aucun appui.

**M. Masse:** Comment savez-vous cela?

**M. Axworthy:** Je me fie à M. Filmon.

### Questions orales

**M. Mazankowski:** Ce sont des inepties.

**M. Axworthy:** Monsieur le Président, il s'agit d'une question d'équité.

**M. McDermid:** Qu'avez-vous fait dans le cas de l'Alcan?

**M. Axworthy:** Même si le pauvre M. Filmon n'a pu obtenir une réponse, je me demande si nous pourrions obtenir une réponse aujourd'hui de la part du gouvernement à notre requête.

Le gouvernement est-il disposé à affirmer aujourd'hui qu'il va garantir le même appui financier pour une aluminerie au Manitoba que dans le cas de l'aluminerie devant être implantée dans la circonscription du premier ministre, au Québec?

**M. Holtmann:** Naturellement.

**L'hon. Robert de Cotret (ministre de l'Expansion industrielle régionale et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie):** Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord préciser qu'en l'occurrence les règles du jeu sont les mêmes pour tous.

**Mme. Copps:** Quoi?

**M. de Cotret:** Les règles du jeu sont les mêmes pour tous. Dans le cas de n'importe quel projet dans une région du pays ou une autre, on examinera la question de façon objective et équitable, qu'il s'agisse du Manitoba ou du Québec. Je voudrais vous citer les paroles du premier ministre qui a déclaré:

Hier, à Montréal, j'ai rencontré le premier ministre Bourassa et nous avons discuté de la possibilité de bâtir une aluminerie dont la construction est envisagée à l'heure actuelle par un consortium international. La décision finale sera prise, bien sûr, par les investisseurs eux-mêmes, mais le premier ministre du Québec et moi-même avons accepté de favoriser la candidature de Sept-Îles en vue de l'implantation de l'aluminerie en question. Le gouvernement fédéral surveille les progrès du projet avec beaucoup d'intérêt. Le projet, qui est étudié par des investisseurs internationaux d'excellente réputation, créera de nombreux emplois et aura d'importantes répercussions économiques pour la ville de Sept-Îles, pour la Côte-Nord et pour tout le Québec. C'est là un autre exemple qui montre comment un climat politique stable et des marchés ouverts attirent les investisseurs privés.

Cela ne signifie nullement que nous n'envisagerions pas un projet semblable pour le Manitoba; loin de là.

● (1420)

**M. Axworthy:** Monsieur le Président, c'est le même ministre qui, lorsqu'on lui a posé des questions semblables il y a un an et demi environ au sujet du projet CF-18, nous a garanti qu'il y n'y avait aucune ingérence politique. Pourtant, tous les documents rendus publics depuis lors montrent que le premier ministre est intervenu.

#### ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE S'ENGAGER À ASSURER LE FINANCEMENT

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry):** Dans la déclaration publiée aujourd'hui, le président de l'Hydro du Manitoba indique que pour assurer la participation du secteur privé au financement de l'aluminerie à planter au Manitoba, le gouvernement de cette province avait demandé jusqu'à 150 millions de dollars de subventions.